

4 mars 2007

Afghanistan : guerre humanitaire ou criminelle?



La question de la guerre d'invasion et d'occupation sous prétexte démocratique ou humanitaire est devenue la question mondiale centrale, le maillon de la chaîne de l'exploitation et de l'oppression. Inutile de penser pouvoir résoudre les questions écologique et sociale sans s'attaquer à la guerre et à ses causes immédiates et profondes. Ce n'est pas seulement une question de détournement de ressources et de morts mais surtout la cristallisation d'un rapport social hiérarchique et répressif forcément aussi sexiste et raciste.

Si le capitalisme y recourt qu'avec beaucoup d'hésitation c'est que la guerre impérialiste est une arme à double tranchant. Non seulement la victoire peut-elle revenir au concurrent mais surtout et avant tout les peuples, n'en pouvant plus de souffrance et de colère, peuvent-ils se retourner contre les fomenteurs de guerre et faire la révolution. Il a fallu la guerre girondine contre l'Angleterre pour déclencher la phase décisive 1792-1795 de la grande révolution française, puis la défaite française contre l'Allemagne pour faire surgir la Commune de Paris en 1871. Il a fallu la défaite de la Russie contre le Japon en 1905 et surtout le massacre de la Première guerre mondiale pour déclencher la révolution d'Octobre 1917. Il a fallu la Deuxième guerre mondiale pour précipiter les révolutions chinoise, vietnamienne, coréenne et yougoslave.

Personne ne s'en réjouit même si c'est une loi historique car les révolutions engendrées par la guerre sont forcément en manque de démocratie d'autant plus qu'elles demeurent isolées. Mieux vaut faire la révolution avant que la guerre emporte les peuples dans son tourbillon pour épargner à nous et à nos enfants un abysse de désespoir et pour maximiser son aboutissement démocratique quitte à prolonger le grand soir sur quelques années.

Pour les peuples québécois et canadien, la question de la guerre impérialiste prend le visage de celle de l'Afghanistan où la jeunesse québécoise ira mourir à partir d'août prochain. Il est triste que cette question cruciale soit complètement passée sous silence

dans l'actuelle campagne électorale québécoise sous prétexte que constitutionnellement parlant ce soit une affaire fédérale. Comme si un virage écologique ou de justice sociale puisse être possible pendant que les jeunes soldats de Valcartier s'entraînent à tuer pour assurer la mainmise du capitalisme néolibéral sur l'Afghanistan.

Marc Bonhomme

par Francine Dumas du Regroupement outaouais contre la guerre (ROCG)

Le gouvernement Harper nous dit que le Canada est dans ce pays pour y instaurer stabilité et sécurité, y établir la démocratie et travailler à sa reconstruction.

Après 5 ans d'intervention étrangère en Afghanistan, la sécurité du peuple afghan est-elle assurée, qu'en est-il de la démocratie ? de la reconstruction ? du développement et de la situation des femmes ?

Comment le gouvernement canadien peut-il nous faire croire qu'il travaille à la réalisation de ces objectifs alors qu'il consacre 90 % de l'aide à l'Afghanistan à l'occupation militaire, à la traque meurtrière d'insurgés toujours plus nombreux et 10 % d'aide qui transite, en grande partie, par l'administration corrompue des seigneurs de la guerre.

En réalité, cette guerre visait et vise toujours à installer dans ce pays un régime favorable aux intérêts des États-Unis et de leurs alliés, dont le Canada. Elle s'inscrit dans l'offensive plus large – la soi-disant « guerre contre le terrorisme » – pour agrandir l'empire étasunien en Asie centrale, au Moyen-Orient et en Europe de l'Est.

Le ROCG estime que la présence militaire canadienne et étrangère en Afghanistan ne constitue rien de moins qu'une occupation illégale qui doit cesser immédiatement pour le bienfait du peuple afghan et du peuple canadien.

Le ROCG est d'avis que la guerre en Afghanistan fait partie du même front que la guerre en Irak. Le Canada, par son engagement militaire important en Afghanistan, soulage les États-Unis alors que ceux-ci gèrent une guerre illégitime en Irak et ne peuvent mener deux fronts simultanés. Dans la guerre en Afghanistan, Ottawa poursuit sa propre politique étrangère qui vise à montrer aux yeux du monde la volonté du Canada dans ladite " guerre au terrorisme ", d'occuper un rôle de chef de file au sein de l'OTAN, d'appuyer l'industrie de l'armement, d'exporter la démocratie et bonne gouvernance par la force s'il le faut et à tester sur le terrain sa doctrine néocoloniale dite de la « responsabilité de protéger ». Selon le nouvel énoncé de politique internationale du Canada, le

gouvernement canadien estime qu'il peut légitimement envahir un pays que l'on a déclaré « en déroute »...

Cette approche est un échec : il n'y a pas de solution militaire en Afghanistan. La meilleure réponse pour une paix durable est de retirer les troupes canadiennes de l'Afghanistan ce qui annoncerait l'amorce d'un mouvement international d'évacuation de toutes les troupes étrangères postées dans ce pays. Puis de réparer les torts causés, par exemple en assistant la population dans ses besoins fondamentaux, et ce, dans le strict respect de l'autodétermination du peuple afghan

Le ROCG est une organisation non partisane de militants et militantes de l'Outaouais de tout âge qui œuvre pour un monde de paix et de justice globale à construire pour nos enfants.